



Le développement du chauffage urbain et de la géothermie

Enjeux

Spécialement adaptés aux zones denses, les réseaux de chauffage permettent de valoriser les déchets ménagers, d'utiliser des énergies renouvelables comme la géothermie profonde, la biomasse ou des techniques de production performantes comme la cogénération. Les chaufferies centralisées de puissance importante ont de bons rendements énergétiques et sont donc nettement moins émettrices de gaz à effet de serre que la somme d'une multitude de petites chaudières individuelles ou collectives.

Les 124 réseaux de chaleur franciliens approvisionnent un million d'équivalents logements, dont environ 640 000 logements réels, soit 12,5 % des 5,2 millions de logements franciliens. Ces réseaux permettent donc de mettre en place des solutions à grande échelle pour contribuer à l'atteinte de l'objectif d'une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre, notamment dans le domaine du bâti existant.

Comptant pour plus de 50% de la chaleur livrée par les réseaux français, l'Ile-de-France est le lieu privilégié de développement d'un chauffage urbain efficace pour le consommateur final.

Problématique

La part de logements et locaux tertiaires actuellement alimentés par les réseaux est trop faible au regard des avantages en terme environnemental que présente pour la collectivité ce mode de chauffage. Il apparaît donc essentiel de lever les contraintes techniques ou économiques qui freinent son développement.

Pour réduire les distorsions économiques entre les différentes énergies, la procédure de «classement des réseaux de chaleur ou de froid» par les préfets leur permet d'imposer le raccordement des clients à un réseau classé, toutefois elle n'est pas utilisée en pratique.

L'absence de transparence sur les prix et la complexité des facturations ne facilitent pas l'adhésion des particuliers.

L'implication des collectivités locales dans le suivi de leurs concessionnaires reste encore trop souvent approximative.

Synthèse

Adaptés aux zones denses comme l'Ile-de-France, les réseaux de chaleur présentent un potentiel important pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement des énergies renouvelables, des économies d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les bâtiments.

Il convient donc d'identifier et de lever rapidement, en concertation avec tous les acteurs concernés, les obstacles qui limitent le développement des réseaux franciliens.

En Ile-de-France, les réseaux de chaleur utilisent :

- le charbon (énergie la plus émettrice avec 384 g CO₂/kWh) à hauteur de 12%
- le fioul (320 g CO₂/kWh) à hauteur de 12%
- le gaz (234 g CO₂/kWh) à hauteur de 43%
- la chaleur des usines d'incinération des ordures ménagères à hauteur de 22%
- la géothermie à hauteur de 6%

Il existe un important gisement de réduction des émissions par l'évolution des sources d'approvisionnement énergétique vers les énergies les moins émettrices. La géothermie profonde, qui alimente déjà une trentaine de réseaux (de 135 000 équivalents logements), connaît un regain d'intérêt mais souffre encore des conséquences des errements des 25 dernières années. De même, la biomasse devra trouver sa place dans le cadre d'une valorisation sous chaudières avec des rejets contrôlés et des modes d'approvisionnement par voies fluviale ou ferroviaire. Enfin, la question des conditions de renouvellement des cogénérations à l'échéance des contrats d'obligation d'achat actuels se pose.

Les possibilités d'interconnexion des réseaux en vue d'une meilleure optimisation et sécurité d'alimentation des clients doivent être étudiées.

Les actions d'économies d'énergie visant à renforcer l'isolation des canalisations de chaleur ou à réhabiliter les postes de livraisons, éligibles aux certificats d'économies d'énergie, sont encore en nombre trop limitées.

Parallèlement, toutes les actions visant à réduire les consommations de chauffage des ménages doivent être promues y compris celles qui agissent sur leur comportement telles que l'individualisation des charges de chauffage.

Propositions

- Fédérer, autour des problématiques identifiées, les différents acteurs concernés : gestionnaires de réseaux, collectivités territoriales, syndicats de maîtres d'ouvrages, associations de consommateurs, associations environnementales, grands gestionnaires de patrimoine, professionnels des énergies renouvelables ...
- Favoriser l'émergence de propositions d'améliorations relevant du niveau régional concernant :
 - l'équilibre économique du chauffage urbain (conditions de financements des investissements, systèmes d'assurance ou de garantie sur la pérennité de la ressource)
 - la transparence des prix des raccordements et de la chaleur vendue
 - la gestion et l'optimisation des réseaux par notamment, le développement de leur interconnexion
 - la substitution des énergies fossiles par des énergies et techniques moins polluantes et en particulier la géothermie
 - la multiplication des actions d'économies d'énergie sur les réseaux et dans les logements
 - la valorisation de l'image et la promotion de ce mode de chauffage
 - l'étude systématique des possibilités de raccordements d'immeubles nouveaux et anciens à l'occasion du renouvellement de leurs chaudières